



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Serge GUISEPPIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Joëlle URBANI

Hors commission - Concession de distribution de gaz - Choix du mode de gestion et négociation du contrat de concession - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole s'est substituée à ses communes membres desservies en gaz naturel, au sein des contrats en cours, l'article L. 5211-25-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) disposant que « *les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties* ». La Métropole est donc Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie (AODE) et est, à ce titre, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz.

En France, la distribution historique de gaz naturel est en situation de monopole régulé. La Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) fixe les règles et les tarifs d'accès à ce réseau. Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de gaz desservant 96% du territoire français. GRDF, dont les missions sont décrites dans l'article L.432-8 du Code de l'énergie, a pour objet principal l'exploitation et le développement du réseau public de distribution de gaz naturel qui achemine le gaz des réseaux de transport vers les consommateurs finaux.

L'article L.111-53 du Code de l'énergie précise que GRDF et les entreprises locales de distribution de gaz historiques gèrent le service public de la distribution de gaz naturel sur leurs zones de desserte exclusive. L'existence de ces zones permet le renouvellement périodique des contrats de concession de distribution au profit de GRDF sans publicité ni mise en concurrence en vertu du monopole français.

L'article L.2224-31 du CGCT donne aux autorités organisatrices la faculté de négocier et conclure les contrats de concession : « *sans préjudice des dispositions de l'article 23 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, les collectivités territoriales ou leurs établissements publics de coopération, en tant qu'autorités concédantes de la distribution publique d'électricité et de gaz en application de l'article 6 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de l'article 36 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 précitée, négocient et concluent les contrats de concession, et exercent le contrôle du bon accomplissement des missions de service public fixées, pour ce qui concerne les autorités concédantes, par les cahiers des charges de ces concessions* ».

Au niveau national, des négociations ont débuté en 2018 entre GRDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine pour définir un nouveau modèle de contrat de concession de gaz. Celles-ci ont abouti en juin 2022 à la signature d'un accord-cadre qui invite les AODE à s'inspirer du modèle du contrat de concession qu'ils ont établi. Tout en étant inscrit dans un cadre national, l'ensemble contractuel offre des possibilités de prise en compte des enjeux locaux en lien avec les ambitions des territoires en matière de transition écologique et de performance du service public concédé.

Localement, il existe 24 contrats de concession entre le distributeur, GRDF, et la Métropole, dont les dates d'échéances s'échelonnent de fin juin 2023 à 2044. La Métropole souhaite tendre vers une harmonisation contractuelle à l'échelle du territoire, en regroupant l'ensemble de ces concessions en un seul contrat, sous réserve que cela préserve ses intérêts. Le modèle national servira de socle et sera adapté pour tenir compte des spécificités locales.

L'article L. 1411-4 du CGCT prévoit que les assemblées délibérantes se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des missions dont il est question, après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1 du CGCT. A cet effet, le rapport du choix du mode de gestion relatif à la concession de distribution de gaz naturel a donné lieu à une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michèle CASSAR en date du 17 novembre 2022. La Commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur le choix du mode de gestion délégué pour la distribution du gaz à savoir une délégation de service public via un contrat de concession.

Les principaux enjeux locaux identifiés à ce stade sont les suivants :

- Contribuer aux objectifs du Plan Climat Air Énergie Territorial Solidaire (PCAETs), avec la lutte contre la précarité énergétique, le développement du biogaz, de la mobilité bioGNV ou encore le financement d'actions en lien avec la transition écologique et solidaire ;

- Adapter les ouvrages de distribution aux aléas climatiques (inondation, submersion, retrait gonflement argile, ...) ;
- Maintenir, voire améliorer, la qualité de la distribution et du service ;
- Poursuivre et développer les actions en lien avec la sécurité ;
- Préserver les droits de l'autorité concédante et augmenter la connaissance du patrimoine, dont l'élaboration d'un diagnostic de l'état existant annexé au contrat de concession ;
- Poursuivre l'amélioration de la coordination des travaux et la sécurité des chantiers ;
- Prévoir les investissements permettant de maintenir, voire améliorer, les performances du réseau ;
- Disposer d'une durée contractuelle corrélée au niveau d'engagement de GRDF et qui préserve l'avenir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le choix du mode de gestion du service public de la concession de distribution publique de gaz via une délégation de service public ;
- D'approuver la tenue de négociations avec GRDF pour aboutir à un contrat de concession pour la distribution publique en gaz sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-216207-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.